

Quoi de neuf au CAB, IG, SG, DAJ, DICOM et DTEC ?

Le Comité Social Territorial (CST) du CAB, IG, SG, DAJ, DICOM et DTEC s'est réuni jeudi 7 décembre 2023. Cette instance présidée par M. Emmanuel Grégoire, Premier Adjoint à la Maire de Paris, s'est tenue en présence des membres de l'administration dont Mme Marie Villette, Secrétaire Générale de la Ville de Paris et des quatre organisations syndicales représentées (UNSA, UCP, CFDT et **CFTC**).

Parmi les divers points abordés, le regroupement de deux entités de la DICOM (service communication interne et mission relations avec les mairies d'arrondissements), des astreintes étendues au Département Protocole (DICOM) ainsi qu'un nouvel arrêté de structure de la DAJ ont été approuvés par vos représentants.

De plus, les sujets de ressources humaines à la DICOM et au SG ont été présentés ; nous avons, là encore, approuvé ces deux points :

DICOM : de juin à septembre 2024, il est prévu que les agents pourront prendre 15 jours de vacances consécutifs (aux conditions habituelles – continuité du service public, approbation du chef de service), un retour à leur poste de 15 jours minimum est demandé. Cependant, nous avons demandé à ce que les agents dont la situation familiale est compliquée (enfants en bas-âge, familles monoparentales, épouses ou époux de policiers ou gendarmes, personne aidante etc...) puissent envisager de prendre plus de 15 jours de congés consécutifs. Par ailleurs, le report des CA pourra se faire jusqu'au 31 mars 2025. Il sera également possible de monétiser jusqu'à 12 jours de CET en 2024.

SG – DGJOPGE : compte-tenu du rôle majeur de cette délégation pour la tenue des JOP 2024, les agents ont été avertis, lors de leur recrutement, que la pose de congés serait possible, à minima, pendant les jeux. Des astreintes seront mises en place avec les agents concernés au vu des besoins identifiés. Cependant, les situations personnelles comportant des contraintes particulières seront étudiées avec bienveillance.

En revanche, nous avons désapprouvé le principe d'une astreinte à l'IG.

Nous avons également émis des réserves quant aux travaux de sécurisation de l'Hôtel de Ville qui commenceront dès janvier au lieu d'information Paris Rendez-vous. En effet, si la sécurisation de l'Hôtel de Ville est bienvenue, le sort des agents de Paris Rendez-vous (DICOM) pose problème. Ces derniers, sans avoir à ce-jour davantage d'informations, seront déployés dès janvier dans des départements de la DICOM. Nous avons alerté sur cette situation, qui, selon nous, est génératrice de risques psycho-sociaux.

Afin d'améliorer les situations des agents, la **CFTC** est vigilante sur les évolutions à venir à travers un dialogue social qu'elle souhaite constructif.

*Séverine Roseau, titulaire **CFTC***

*Christiane Dijeaux, suppléante **CFTC***